

JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES



Présidé par M. MOREAU, secrétaire général adjoint du Conseil d'Etat, chargé des juridictions administratives, le CHSCT spécial des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel s'est réuni le 16 juin 2017.

Le syndicat **FORCE OUVRIERE** était représenté par Mme Colette GOUSSI, M Patrick FOUINETEAU (Titulaires) et Mme Isabelle NIO (suppléante).

L'ordre du jour a été examiné point par point ;

Le procès verbal de la séance du CHSCT du 11 mars 2017 a été adopté.

En préalable, M. Moreau a évoqué 4 points :

- ⇒ **le bilan social** qui était réclamé par les organisations syndicales sera mis en ligne sur l'intranet et à la disposition de tous. Il a été officiellement le 15 mars 2017 aux membres du CTS. FORCE OUVRIERE vous invite à la lecture de ce document, recueil d'informations importantes sur la gestion des ressources humaines des juridictions administratives.
- ⇒ **L'enquête sur le climat social** dont la date limite avait été fixée au 16 juin 2017 a recueilli un taux de réponse supérieur à 60 %, ce qui est un excellent taux selon le prestataire. Une exploitation des résultats sera faite et un CHSCT spécial sera vraisemblablement convoqué sur ce thème.
- ⇒ **Tribunal administratif de Paris** : A la suite du signalement opéré par FORCE OUVRIERE lors du dernier CHSCT relatif à la souffrance au travail exprimé par nos collègues du greffe, la présidente de la mission d'inspection de la juridiction administrative a rencontré plusieurs agents et a pu formuler des recommandations au chef de juridiction.
- ⇒ **L'enquête sur les espaces de restauration** : ce sujet était à l'ordre du jour du comité d'action sociale du 16 juin 2017.

FORCE OUVRIERE regrette que ce dossier ne soit pas traité avec tout l'intérêt qu'il mérite.



Suivi des mesures relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail dans les juridictions administratives.

Examen des registres de santé et sécurité au travail.

L'administration fait une synthèse des observations des registres de sécurité.

FORCE OUVRIERE tient à vous rappeler que ce registre a pour vocation de recueillir toutes les anomalies que vous rencontrez dans le cadre de l'exercice de vos fonctions. Vos observations peuvent justifier les demandes de dépenses que vos chefs de juridiction adressent au Conseil d'Etat.

Examen des documents uniques d'évaluation des risques professionnels actualisés en 2016.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels est en place dans toutes les juridictions et fait l'objet d'une mise à jour annuelle, FORCE OUVRIERE vous invite à vous investir dans les groupes de travail qui normalement ont été constitués dans chaque juridiction.

FORCE OUVRIERE demande dans le cadre si les préfectures **ultramarines** organisent comme il est prévu des visites régulières du CHSCT au sein des juridictions d'outre-mer, FO portera une attention particulière à ces juridictions pour s'assurer que les visites du CHSCT sont régulièrement organisées.

Suivi des visites effectuées dans les juridictions par les délégations du CHSCT

M. LAFAY présente le compte rendu de la visite de la délégation au tribunal administratif de Cergy-Pontoise effectuée le 15 décembre 2016. La direction de l'équipement signale que les travaux sur les ascenseurs s'effectueront en juillet et août 2017. Les moquettes vont être

changées ainsi que le système sécurité incendie. Les problèmes thermiques n'ont pu être traités par l'installation de brise-soleil sur la façade du bâtiment. Un rendez-vous a été pris pour un audit énergétique afin de trouver une solution. La direction de l'équipement qui est parfaitement informée des difficultés liées au chauffage et à l'ambiance thermique s'emploie à trouver des solutions.

Bilan sur les accidents de travail pendant la période du 1^{er} février 2017 au 30 avril 2017.

9 accidents de trajets et 6 accidents de service sont survenus dans la période.
Une fiche sur la prévention des risques routiers a été mise en ligne sur l'intranet.



Bilan et perspectives des interventions de la direction de l'équipement du Conseil d'Etat :

Examen des questions retenues à l'issue de la réunion préparatoire du 15 juin 2017.

Tribunal administratif de Paris : la première tranche de travaux va débuter, les travaux bruyants seront effectués tôt le matin ou tard le soir. Une réunion pour fixer le planning général interviendra fin juin, début juillet en fonction de la notification des marchés. Afin de limiter les nuisances sonores des bouchons d'oreille ou des casques seront fournis au personnel.

Tribunal administratif de Lille : L'essentiel des travaux pour résoudre les problèmes thermiques (ouverture des battants et filtres sur les fenêtres) seront réalisés avant la mi-juillet.

Cours administrative d'appel de Bordeaux : le propriétaire a pris en charge les travaux de la salle Mascaret qui permet à la juridiction de bénéficier de nettes améliorations de leur salle de restauration.

Tribunal administratif de Toulouse : l'analyse du bail est en cours pour connaître la réponse à donner au bailleur qui envisage de faire déménager une partie des bureaux du TA pour effectuer des travaux de réhabilitation de l'étage au-dessus de la juridiction.

Par ailleurs, une étude de programmation est en cours pour la construction d'un nouveau TA sur le parking du rectorat mais cette opération n'interviendra pas avant la fin du bail en cours.

Les déménagements des cours administratives d'appel de Versailles, Marseille et du Tribunal administratif de Toulouse ne se feront qu'en fonction des arbitrages budgétaires.



Question diverses

Point sur l'application Télérecours.

Le nouveau directeur de la direction des systèmes d'information a reconnu les difficultés de fonctionnement de cette application fin avril début mai du au changement de serveur nécessaire pour stabiliser et rendre plus performante ladite application. **FORCE OUVRERE a redit aux membres de l'administration présente le stress accumulé par nos collègues des greffes ces derniers mois.**

Lancement d'une expérimentation relative à l'installation d'un 3^{ème} écran à la cour administrative d'appel de Bordeaux.

Même si **FORCE OUVRIERE s'interroge sur**

l'utilité d'un 3^{ème} écran, l'ensemble des membres du CHSCT valide la demande. Un bilan de l'expérimentation sera pratiqué après une année de pratique.

Impact de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France sur les conditions de travail des agents de greffe.

Ce sujet a été évoqué lors des journées des présidents et des greffiers en chef, le Conseil d'Etat est conscient du réel impact de cette loi dans l'activité des juridictions administratives. Il semblerait que le vice-président du Conseil d'Etat ait transmis un courrier au Garde des Sceaux, souhaitons qu'il soit mieux entendu que sur le dossier de l'aide juridictionnelle dont la charge a échu aux greffes des juridictions administratives.

CALENDRIER PREVISIONNEL DES VISITES DU CHS CT



N'HESITEZ PAS A UTILISER LES CAHIERS D'HYGIENE ET DE SECURITE QUI DOIVENT ETRE MIS A VOTRE DISPOSITION DANS UN LIEU FACILEMENT ACCESSIBLE POUR Y FAIRE FIGURER VOS OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS ET A NOUS CONTACTER

VOS REPRESENTANTS TITULAIRES ET SUPPLEANTS FORCE OUVRIERE EN CHS SONT A VOTRE ENTIERE DISPOSITION :

- FOUINETEAU Patrick au TA de MONTPELLIER

patrick.fouinneteau@juradm.fr

- NIOS Isabelle au CAA de DOUAI

isabelle.nio@juradm.fr

- GOUSSI Colette au TA de Paris

colette.goussi@juradm.fr

- MILLAND LALANNE Josiane au TA de MONTPELLIER

josiane.milland-lalanne@juradm.fr

